



COMMUNIQUE DE PRESSE

Le vendredi 24 juillet 2015, le nouveau Préfet à l'égalité des chances, Yves ROUSSET a présidé une réunion de la commission en charge de l'insertion par le logement des familles vivant en bidonvilles (COFIL). Après un large tour d'horizon destiné à l'information du nouveau préfet, les associations et organismes présents ont à nouveau exposé les difficultés auxquelles ils sont confrontés et les limites d'application de la circulaire du 26 août 2012 censée permettre une mise à l'abri de ces familles.

Le Préfet a indiqué que trois nouveaux sites, regroupant plus de cinquante familles, allaient faire l'objet, dans les tout prochains jours, d'une évacuation en raison des risques d'insécurité déclarée. Il était annoncé en cours de réunion que la police procédait au même instant à l'expulsion d'un premier groupe de familles boulevard National. A ces 15 familles à nouveau à la rue s'ajoutent celles qui ont dû quitter en urgence leurs cabanes détruites par un incendie le matin même.

Les représentants des associations ont mis en cause le caractère d'urgence de ces décisions en prenant pour exemple la précédente évacuation de la caserne Masséna qui ne leur paraissait pas justifiée. L'absence de solution d'hébergement pour ces familles est contraire à la circulaire interministérielle et n'est pas acceptable.

Dans ces conditions, les associations partenaires de la commission depuis sa création et qui ont apporté leurs connaissances des familles et leur savoir-faire dans l'aide à leur insertion sociale et professionnelle ont réclamé un moratoire sur ces expulsions dans l'attente de solutions appropriées à chaque cas. Cette position est conforme à celle adoptée à l'échelon national par le collectif Romeurope et le collectif des associations unies.

En l'absence d'un engagement en ce sens de la part des pouvoirs publics, les représentants associatifs décident de ne plus prendre part à ces réunions dans l'attente de nouvelles propositions de la part de l'État et de la mairie de Marseille garantissant la mise à l'abri de toutes les familles actuellement à la rue ou menacées d'expulsion.

Marseille le 28 juillet 2015

Signataires : AMPIL, Fondation Abbé Pierre, Médecins du Monde, Paroles vives, Rencontres tsiganes, Secours catholique

Contact presse : Caroline Godard – Rencontres tsiganes : 07 86 96 65 22